



Agglo du Pays de Dreux
4 rue de Châteaudun – BP 20159
28103 Dreux cedex – Tél. 02 37 64 82 00
www.dreux-agglomeration.fr

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLO DU PAYS DE DREUX

REUNION DU 24 SEPTEMBRE 2018

SERVICES TECHNIQUES

Déchets

Avis sur le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets et le rapport environnemental de la Région Centre-Val de Loire

N°2018-255

882 Déchets

Rapporteur : Dominique MARIE

Nombre de membres en exercice	123
Nombre de présents	81
Nombre de pouvoirs	8
Votants	89

L'an 2018, le 24 septembre à 19 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Dreux, dûment convoqué le 18 septembre, s'est réuni à Vert-en-Drouais, sous la Présidence de Monsieur Gérard HAMEL.

Etaient Présents

Mme QUENTIN (Abondant), M. CAPERAN (Allainville), M. RIVIERE (Aunay-sous-Crécy), Mme GALKO (Beauche), M. MOUCHARD (Berchères-sur-Vesgre), M. ETIENNE AUGUSTIN (Boissy-en-Drouais), Mme GRUPPER-GERSET (Boncourt), **M. BARBIER** (Brezolles), M. LEROMAIN (Broué), Mme DE VOS (Charpont), M. AUGRAS (Châtaincourt), **M. GABORIAU** (Châteauneuf-en-Thymerais), **M. LETHUILLIER** (Chérisy), M. AMELOT (Crucey-Villages), **M. HAMEL** (Dreux), **M. LEMARE** (Dreux), M. DERBALI (Dreux), Mme ARCHAMBAUDIERE-LE PARC (Dreux), **M. GABRIELLI** (Dreux), Mme DE LA GIRODAY (Dreux), M. LEROUX (Dreux), Mme PHILIPPE (Dreux), M. ALIM (Dreux), Mme BAFFET (Dreux), M. ROSSION (Dreux), M. LE DORVEN (Dreux), M. GAMBUTO (Dreux), M. MAGER MAURY (Dreux), Mme RENAUX-MARECHAL (Ecluzelles), M. DEBACKER (Escorpain), M. LEPORTIER (Ezy-sur-Eure), **Mme ROUSSET** (Ezy-sur-Eure), M. BOISNARD (Fessanvilliers-Mattanvilliers), Mme BONHOMME (Fontaine-les-Ribouts), M. MOREAU (Garnay), M. MALHAPPE (Gilles), Mme POUSSARD (Guainville), M. MAISONS P (Ivry-la-Bataille), Mme LAMY (La Chapelle Forainvilliers), M. MARTIN (Laons), M. GIROUX (Le Boullay-Thierry), M. GAUTIER (Louvilliers-en-Drouais), **M. FILLON** (Luray), M. MAISONS C (Maillebois), M. DEPONDT (Marchezais), Mme BASTON (Marville-Moutiers-Brûlé), M. CHERON (Montreuil), **M. AUBRY** (Nonancourt), **M. MARIE** (Ormoy), M. MATELET (Ouerre), M. LEPETIT (Oulins), M. PERIER (Puisseux), Mme POULET (Rueil-la-Gadelière) **M. CRABÉ** (Saint-Ange-et-Torçay), Mme BONNOT (Saint-Georges-Motel), M. COCHELIN (Sainte-Gemme-Moronval), Mme CHAMPAGNE (Saint-Jean-de-Rebervilliers), M. VUADELLE (Saint-Lubin-des-Joncherets), Mme FINK (Saint-Lubin-des-Joncherets), M. DAHURON

(Saint-Maixme-Hauterive), **M. RIEHL** (Saint-Rémy-sur-Avre), Mme GUILLEMAIN (Saint-Rémy-sur-Avre), M. BLANCHARD (Saint-Sauveur-Marville), M. GOURDES (Saussay), M. LANGÉ (Serazereux), Mme DESEYNE (Serville), M. GALLAND (Sorel-Moussel), Mme MINARD (Tremblay-les-Villages), **M. FRARD** (Vernouillet), Mme MANSON (Vernouillet), M. STEPHO (Vernouillet), Mme QUERITE (Vernouillet), M. LESAGE (Vernouillet), Mme MARY (Vernouillet), Mme DELAPLACE (Vert-en-Drouais), M. RIGOURD (Villemieux-sur-Eure).

Suppléances

Mme CROIBIER (Bérou-la-Mulotière) est suppléée par Mme VIETTE
M. BIEUVILLE (Germainville) est suppléé par Mme BOUCHAIB
M. PECQUENARD (La Chaussée d'Ivry) est suppléé par Mme ROUSSEL
M. DEUTSCH (Rouvres) est suppléé par Mme LAVACHERIE
M. GUERRIER (Thimert-Gâtelles) est suppléé par Mme LAMBERT-SEBASTIANELLI

Pouvoirs

M. JONNIER (Boullay-les-deux-Eglises) **donne pouvoir** à M. FILLON (Luray)
M. ARNOULT (Crécy-Couvé) **donne pouvoir** à M. LEMARE (Dreux)
Mme ROMEZIN (Dreux) **donne pouvoir** à M. ROSSION (Dreux)
Mme DEPECHER BOULLAIS (Dreux) **donne pouvoir** à M. GAMBUTO. V
Mme HENAU (Ivry-la-Bataille) **donne pouvoir** à M. MAISONS. P
M. COLLEU (La Madeleine-de-Nonancourt) **donne pouvoir** à M. MAISONS. C (Maillebois)
M. SOURISSEAU (Saint-Lubin-des-Joncherets) **donne pouvoir** à Mme FINK
M. LAMRINI (Vernouillet) **donne pouvoir** à Mme QUERITE

Le quorum étant atteint, le Conseil peut valablement délibérer.

Secrétaire de séance : Mme Evelyne DELAPLACE

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) donne compétence à la Région Centre-Val de Loire pour établir un Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Son but est d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L.541-1 du Code de l'Environnement, en coordonnant à l'échelle régionale les actions entreprises par les différents acteurs concernés par la prévention et la gestion des déchets sur une période de 6 à 12 ans.

Il est un outil important contribuant au développement économique régional participant à l'atteinte des objectifs environnementaux ambitieux fixés par la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Il deviendra le volet «Déchets» du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), lequel devra être adopté en 2019 par le Conseil Régional du Centre-Val de Loire.

Ce plan s'intéresse à tous les déchets quels que soient leurs producteurs ou leur type. Il se compose notamment :

- d'un état des lieux des déchets produits sur le territoire régional,
- d'une analyse prospective de l'évolution de ce gisement à horizon 6 et 12 ans,
- des objectifs de prévention, de recyclage et valorisation des déchets en lien avec les objectifs nationaux de manière adaptée aux particularités territoriales ainsi que les priorités à retenir pour atteindre ces objectifs ,
- une planification de la prévention et de la gestion des déchets à termes de 6 ans et de 12 ans, comportant notamment la mention des installations qu'il apparait nécessaire de

créer ou d'adapter afin d'atteindre les objectifs fixés au 3^{ème} du présent II, dans le respect de la limite mentionnée au IV,

- un plan régional d'actions en faveur de l'économie circulaire.

Les objectifs fixés par ce plan déclinent des objectifs nationaux définis dans la loi n°2015-992 du 17 août 2015 sont les suivants :

- 2020 : 55% des déchets non dangereux non inertes valorisés sous forme matière 2025 : 65 %,
- développement du tri à la source des déchets organiques jusqu'à sa généralisation avant 2025,
- extension des consignes de tri à l'ensemble des emballages plastiques avant 2022,
- valorisation matière de 70 % des déchets du secteur BTP,
- maximiser la valorisation des encombrants en envoyant 100 % en centre de surtri en 2025,
- optimiser la collecte du verre sur le territoire pour 40 kgs/hab. en 2031,
- maximiser les déchets d'amiante pour orienter ces déchets sur des filières adaptées avec des objectifs de captage : 80 % des gisements d'amiante liée en 2025 et 100 % des gisements en 2031,
- réduire le stockage des DNDI (déchets non dangereux, non inertes) en installations de stockage par rapport aux tonnages entrants en 2010.

Dans le cadre de la consultation des personnes publiques, la Région Centre-Val de Loire a soumis pour avis son projet de plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) le 1^{er} juin 2018 à la Communauté d'agglomération du Pays de Dreux afin que celle-ci puisse donner son avis dans un délai de 4 mois.

A l'issue de cette consultation, la Région prévoit à ce jour, l'arrêt du PRPGD et du rapport environnemental par la Région en novembre prochain, suivi de l'avis de la Mission Régionale d'autorité environnementale, puis d'une enquête publique d'un mois pour aboutir à une approbation par la Région en juin 2019.

A noter que l'article L. 541-15 du code de l'environnement que les décisions individuelles et réglementaires prises par les autorités compétentes en matière de traitement et de gestion des déchets devront être compatibles avec les objectifs fixés par ce plan.

Ce PRPGD n'ayant pas pris en compte tous les enjeux institutionnels et technico-économiques liés à la gestion et au traitement des déchets sur notre territoire, les remarques suivantes peuvent donc être émises et soumises à votre approbation sur les points suivants :

1. Les objectifs fixés en termes de prévention et de planification des déchets

a) Prévention

Le plan préconise que les collectivités en charge des déchets consacrent un minimum de 3 % de leur budget total de gestion des déchets à la prévention.

Les recettes des budgets déchets notamment les aides des Eco-organismes ne cessent de diminuer alors que les dépenses ne cessent de croître.

Il est donc demandé de supprimer cet objectif de moyens, des objectifs de résultats étant déjà définis dans le PRPGD et de laisser la liberté aux collectivités de définir leur budget en conséquence.

b) Biodéchets

A l'horizon 2025, dans le cadre de la loi de transition énergétique, l'intégralité des biodéchets devra être triée à la source, y compris ceux des ménages.

Le PRPGD, conformément à la réglementation, propose « de généraliser le tri à la source des biodéchets en 2025 avec un objectif de réduction de la part des biodéchets dans les ordures ménagères résiduelles de 50 % en 2025 et de 100 % en 2031, notamment en généralisant la pratique du compostage par tous les EPCI, en développant des solutions de collecte et de traitement... ».

Cet objectif de généraliser à 100 % la pratique du compostage par les EPCI paraît être trop ambitieux à atteindre en 2031 au vu de l'impact financier et des difficultés de mise en œuvre chez l'usager.

En effet, à la suite d'enquêtes et tests réalisés auprès des usagers du territoire en termes de pratique du compostage, les résultats démontrent que les usagers n'y sont pas favorables.

Il est donc demandé de ne pas imposer la pratique du compostage mais de laisser le choix de la solution technico-économique la mieux adaptée.

c) Déchets amiantés

S'agissant des déchets amiantés, l'objectif du PRPGD serait d'orienter ces déchets sur des filières adaptées de captage de :

- 80 % des gisements de déchets d'amiante liés en 2025
- 100 % des gisements de déchets d'amiante liée en 2031

Parallèlement à ces objectifs, les actions demandées seraient :

- mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation tous publics afin de faire connaître la réglementation, les dangers de l'amiante, les solutions existantes. (Objectif 20A),
- augmenter le maillage des points de collecte de l'amiante au sein des collectivités (Objectif 20B).

Une telle opération comporte des risques notamment d'exposition des personnels intervenants, la création des zones de confinement conformes à la réglementation en vigueur, des mesures et contrôles permanents pendant les phases de manipulation des produits et une traçabilité rigoureuse laquelle doit être tenue à jour de manière régulière par du personnel qualifié. Toutes ces contraintes rendent difficiles la mise en œuvre.

Le PRPGD doit intégrer toute la complexité liée à la gestion de ce déchet et les difficultés auxquelles sont confrontées les collectivités quant à l'application de la législation et la réglementation en vigueur.

Il est donc demandé de laisser les collectivités choisir de collecter ou non ce type de déchets et de privilégier le développement de ces déchets auprès des entreprises habilitées à le faire.

d) Valorisation des encombrants

L'objectif du PRPGD est « d'envoyer 100 % des encombrants sur des plateformes de tri ou sur-tri et de réduire la fraction des encombrants envoyés en centres de stockage de -50 % en 2025 par rapport aux encombrants stockés en 2015 de -75 % en 2031 ».

Les actions préconisées :

- favoriser les collectes « préservantes » d'encombrants (en déchetteries, sur appel) (Objectif 15A)
- envoyer 100 % des encombrants (qu'ils soient issus des déchetteries ou collectés séparément) en centre de tri, en 2025. (Objectif 15B).

Cet objectif paraît trop ambitieux à atteindre par rapport à l'échéance attendue. De plus, les capacités du territoire actuelles tant sur le point technique et d'autosuffisance ne lui permettent pas d'y répondre favorablement.

2. Installations et traitement des déchets

a) Installations- UVE

Le plan mentionne les installations «qu'il apparait nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer afin d'atteindre ses objectifs et de gérer l'ensemble des déchets pris en compte dans le respect des limites réglementaires et en cohérence avec les principes de proximité et de cohérence»

Le plan prévoit également :

« Le plan souhaite, pour les déchets non dangereux (OMr/DAE/DBTP) :

- Tout d'abord prioriser l'acceptation des déchets produits en région dans les installations régionale de traitement, tout en respectant le principe de proximité et en limitant le transport en distance. Les flux de déchets sont donc autorisés au sein du territoire régional entre les 6 départements de la région Centre-Val de Loire.*
- Puis autoriser l'import de déchets dans les installations régionales de traitement, pour les déchets en provenance des départements limitrophes au département d'implantation de l'installation de traitement concernée, dans la limite des capacités existantes. »*

Ces dispositions conduisent à limiter l'importation et le traitement de déchets dans les installations régionales aux seuls déchets produits sur le territoire régional ou sur le territoire de l'un des départements limitrophes.

La détermination du périmètre de chalandise doit s'apprécier, d'une part, en fonction de l'efficacité environnementale et technique, et d'autre part, de la viabilité économique des modes de traitement envisagés et disponibles à proximité, des exutoires existants et des conditions techniques et économiques associées à ces débouchés.

Ces dispositions ne doivent pas pénaliser in fine l'utilisateur en augmentant les coûts de traitement et remettre en cause la viabilité des installations avec valorisation énergétique.

Les collectivités doivent pouvoir choisir librement l'exutoire de traitement de ses déchets ménagers résiduels le mieux adapté et le plus intéressant au niveau technico-économique.

Par conséquent, le PRPGD doit tenir compte des organisations et des contraintes institutionnelles préexistantes.

b) Centre de tri

L'objectif 11 A du plan prévoit : *« Couvrir l'ensemble de la région par des études territoriales pour définir le maillage des centres de tri et acquérir une vision précise des gisements locaux. Il sera nécessaire de moderniser, d'adapter le nombre de centres de tri du territoire. Pour cela, il pourra être pris en compte une capacité moyenne de tri d'environ 30 000 Tonnes/an soit environ 1 centre de tri pour 500 000 habitants ».*

La Communauté d'agglomération du Pays de Dreux lancera une étude territoriale conformément à son engagement auprès de son partenaire CITEO en amont des extensions de consignes de tri.

En l'absence des résultats de cette étude et du périmètre de chalandise de cet équipement, et afin de ne pas pénaliser l'avenir de ce récent centre de tri, il est demandé que les critères pris en compte soient les suivants : *« une capacité moyenne de 30 000 Tonnes ou/et 1 centre de tri pour 500 000 habitants ».*

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 8 ;
Vu le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets,
Vu l'article L. 541-14 et R. 541-22 du Code de l'Environnement, sollicitant l'avis des autorités organisatrices en matière de collecte et de traitement des déchets ;
Vu le courrier de demande d'avis du Conseil régional du Centre-Val de Loire reçu le 1^{er} juin 2018 ;

Le Conseil Communautaire, à la majorité des suffrages exprimés (8 contre, 6 abstentions)

DECIDE :

▼ **De demander :**

- la suppression de l'objectif de moyens dédiés à la prévention d'un minimum de 3 % du budget total de gestion des déchets et de l'objectif d'envoyer 100 % des encombrants sur des plateformes de tri ou sur-tri en 2025,
- de laisser aux collectivités d'une part, le choix de la solution technico- économique la mieux adaptée tenant compte des contraintes locales concernant la gestion des biodéchets et d'autre part, la liberté de gérer ou non les déchets d'amiante et de privilégier le développement de ces déchets auprès des entreprises habilitées à le faire,
- la prise en compte, d'une part, des organisations et des contraintes institutionnelles préexistantes concernant le périmètre de chalandise concernant les usines de traitement des OMr et d'autre part, des critères suivants concernant le devenir des centres de tri : « une capacité moyenne de 30 000 Tonnes **ou/et** 1 centre de tri pour 500 000 habitants ».

▼ **De solliciter** une nouvelle concertation avec la Région Centre Val-de-Loire afin de débattre des points sus visés,

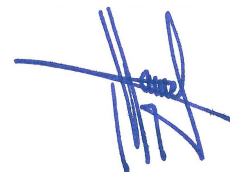
▼ **D'émettre** un avis défavorable sur le projet de plan dans sa version actuelle,

▼ **D'autoriser** Monsieur le Vice-président à engager toutes les discussions et à prendre toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi délibéré,

Et ont, tous les membres présents, signé au registre.

Gérard HAMEL
Président



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-200040277-20180924-2018-255-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/10/2018

Publication : 01/10/2018

